

CSFPE du 19 décembre 2011

Le CSFPE du 19 décembre avait à son ordre du jour le projet de décret sur le conseil commun de la Fonction publique, le projet de décret sur le conseil supérieur de la Fonction publique de l'Etat, ainsi que le projet de règlement intérieur des comités techniques.

PROJET DE DECRET RELATIF AU CONSEIL COMMUN DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le conseil commun de la Fonction publique (CCFP) est créé par la loi du 5 juillet 2010 issue des accords de Bercy.

FORCE OUVRIERE n'a pas souhaité cette instance, mais elle va se mettre en place en ce début 2012.

Le CCFP est une instance statutaire puisqu'il examinera les textes relatifs au titre I de la Fonction publique, ainsi que les textes relatifs aux titres II-III-IV ensemble.

Il y sera traité en simultané ce qui était traité dans chacun des trois Conseils Supérieurs par versant. Dernier exemple en date : le projet de loi sur les contractuels.

Même si, sur le principe FO n'était pas opposée à une telle instance, force est de constater que sa forme actuelle n'est pas acceptable. En effet, nous y voyons le risque d'affaiblir chaque versant et en particulier la FPE (Fonction publique de l'Etat). Le contexte n'est pas positif dans la Fonction Publique et en particulier la FPE.

De plus les modalités relatives à la composition du conseil commun posent problème ; nous contestons l'instauration de collèges (collège syndical, collège des employeurs territoriaux, collège des employeurs hospitaliers).

Lors de ce CSFPE du 19 décembre, FO a présenté 19 amendements sur :

- la suppression de la notion de collège, l'avis par collège etc. : tous rejetés
- la composition des formations spécialisées
- l'articulation entre les formations spécialisées et la plénière
- l'expression du vote défavorable : accepté

Le gouvernement a fait adopter, contre l'avis de FO, un amendement en séance pour ajouter la protection sociale complémentaire dans le champ du CCFP. FO s'y est opposé, considérant que ce domaine n'est pas traité conjointement entre les 3 versants de la Fonction publique.

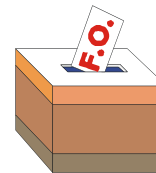
Certaines organisations syndicales ont tenté de faire voter des amendements pour inclure dans le champ de l'instance des éléments comme : la protection sociale, les retraites, les rémunérations. Ces amendements ont été refusés.

Vote sur le texte amendé :

24 POUR : administration, CFDT, CGC

5 CONTRE : FO, Solidaires, CFTC

11 ABSTENTIONS : UNSA, FSU, CGT



A noter : la composition du CCFP suite au scrutin du 20 octobre 2011 est la suivante :

FO 6 sièges

CGT 9 sièges

CFDT 6 sièges

UNSA 3 sièges

FSU 2 sièges

Solidaires 2 sièges

CFTC 1 siège

CGC 1 siège

PROJET DE DECRET RELATIF AU CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Le CSFPE du 19 décembre a examiné le projet modifiant le décret relatif au Conseil supérieur de la Fonction publique de l'Etat.

Le texte applique les accords de Bercy concernant la composition de l'instance, il modifie également son fonctionnement.

FO a formulé plusieurs amendements, dont l'un était capital puisqu'il concerne la composition de la représentativité au CSFPE.

En effet l'administration, dans l'article 4 du décret examiné, liste les élections dont les résultats sont comptabilisés pour la répartition des sièges entre les organisations syndicales. Elle y a notamment introduit les « commissions consultatives mixtes des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat ». Cet ajout nous pose un problème majeur.

En effet, pour FO ces agents n'ont pas de lien avec la Fonction publique, et le CSFPE n'est pas compétent pour examiner les textes concernant leur situation d'emploi. De plus ils sont comptabilisés par ailleurs au titre de la représentativité du secteur privé, puisqu'ils votent également aux IRP (institutions représentatives du personnel du secteur privé) : Comité d'Entreprise (CE) / Délégué du Personnel (DP). De plus ils ont voté début 2010, sans que les organisations syndicales aient été avisées de ces éléments !

Notre amendement a été rejeté. Nous ne nous en tiendrons pas là et envisageons de déposer un recours en conseil d'Etat.

A noter : l'administration a accepté un amendement de la FSU visant à intégrer les personnels publics de Pôle Emploi, (scrutin des commissions paritaires nationales) mais en décalant leur prise en compte au prochain renouvellement du CSFPE - au prétexte qu'il était impossible de comptabiliser à ce jour les votes des agents publics n'ayant pas opté pour le statut privé.

Sur un amendement de la CGT, elle a accepté également l'intégration de l'IFREMER (CAP), mais a refusé les officiers de ports et officiers de ports adjoints des ports autonomes et des ports maritimes (CAP) ; ainsi que les fonctionnaires d'Universcience (commission spécifique de représentation).

A noter concernant la commission de recours : la loi de 2010 ayant établi que le vote dans les instances CT et CSFP était réservé aux représentants syndicaux, la commission de recours du CSFPE ne peut plus fonctionner comme antérieurement ... Le gouvernement a donc produit un amendement de mise en conformité de la commission de recours, qui y supprime le paritarisme ! FO a protesté contre cet amendement, car le

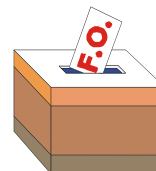
paritarisme de la commission de recours est indissociable de l'instance. L'administration s'est engagée à modifier la loi de 2010 pour rétablir la parité et le vote de l'administration.

Vote sur le projet de décret amendé :

22 POUR : administration, CFDT, CGC

4 CONTRE : FO, CFTC

12 ABSTENTIONS : CGT, FSU, UNSA, Solidaires



REGLEMENT INTERIEUR TYPE DES COMITES TECHNIQUES

Attention ! Le règlement intérieur des comités techniques a été publié par une circulaire DGAFP du 5 janvier 2012 (pièce jointe).

Ce règlement intérieur type est la base de discussion des règlements intérieurs ministériels.

Vote :

24 POUR : administration, CGC, CFDT

12 CONTRE : FO, UNSA, FSU, CFTC, Solidaires

3 ABSTENTIONS : CGT



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la fonction publique

Circulaire du 5 janvier 2012
Relative au Règlement intérieur type des comités techniques

NOR : MFPP1200536C

Le ministre de la fonction publique à Monsieur le ministre d'Etat, direction des ressources humaines, Mesdames et messieurs les ministres, directions des ressources humaines

La loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique transpose les principales stipulations des accords de Bercy sur la rénovation du dialogue social dans la fonction publique.

Ainsi, l'article 15 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat prévoit l'institution de comités techniques dans toutes les administrations de l'Etat et dans tous les établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial.

Le décret n°2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, fixe, en application de cet article, les règles d'organisation, de composition, d'attributions et de fonctionnement des comités techniques.

L'article 43 de ce décret précise d'une part, que le président de chaque comité arrête, après avis du comité technique, le règlement intérieur du comité et d'autre part, que ce règlement est établi selon le règlement type fixé par le ministre de la fonction publique, après avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

Vous trouverez ci-après le règlement intérieur type établi après avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat au cours de sa session du 19 décembre 2011.

**Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique**



Jean-François VERDIER

Règlement intérieur type des comités techniques

Article 1er

Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de travail du comité technique (désignation du comité).

I. - Convocation des membres du comité

Article 2

Le comité tient au moins deux réunions par an sur la convocation de son président, soit à l'initiative de ce dernier, soit à la demande écrite de la moitié au moins des représentants, titulaires du personnel.

Dans ce dernier cas, la demande écrite adressée au président doit préciser la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour. Dans toute la mesure du possible, cette demande est transmise par un écrit unique. Le comité se réunit dans le délai maximal de deux mois à compter du jour où la condition qui est requise par le premier alinéa pour le réunir a été remplie.

En outre, à la demande écrite du président ou de la moitié des représentants du personnel ayant voie délibérative du comité technique, le comité d'hygiène de sécurité et de conditions de travail peut être saisi d'une question relevant de sa compétence.

Article 3

Son président convoque les membres titulaires du personnel du comité. Il en informe, le cas échéant, leur chef de service. Les convocations sont, en principe, adressées aux membres titulaires du comité quinze jours avant la date de la réunion.

Tout membre titulaire du personnel qui ne peut pas répondre à la convocation doit en informer immédiatement le président.

Le président convoque le membre suppléant élu ou désigné par l'organisation syndicale au titre de laquelle aurait dû siéger le membre titulaire empêché. L'organisation syndicale lui indique ce membre à convoquer.

Au début de la réunion, le président communique au comité la liste des participants.

Article 4

Les experts sont convoqués par le président du comité en application du troisième alinéa de l'article 45 du décret n°2011-184 du 15 février 2011. Ils sont convoqués quarante-huit heures au moins avant l'ouverture de la réunion.

Article 5

Lorsque l'ordre du jour du comité comporte l'examen de problèmes d'hygiène, de sécurité et de condition de travail, son président convoque le médecin de prévention, l'assistant de prévention et, le cas échéant, le conseiller de prévention prévu à l'article 4 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ainsi que l'inspecteur santé et sécurité au travail prévu par l'article 5 du même décret.

Article 6

Dans le respect des dispositions des articles 34 à 37 du décret du 15 février 2011 susvisé, l'ordre du jour de chaque réunion du comité est arrêté par le président. Cet ordre du jour, accompagné autant que possible des documents qui s'y rapportent, est adressé aux membres du comité en même temps que les convocations.

S'ils ne peuvent pas être transmis en même temps que les convocations et que l'ordre du jour, les documents qui se rapportent à cet ordre du jour doivent être adressés aux membres du comité au moins huit jours avant la date de la réunion.

A l'ordre du jour visé aux deux premiers alinéas du présent article sont adjointes toutes questions relevant de la compétence du comité en application des articles 34 à 37 du décret du 15 février 2011 susvisé dont l'examen est demandé par écrit au président du comité par la moitié au moins des représentants titulaires du personnel au moins cinq jours avant la date de la réunion. Ces questions sont alors transmises par son président à tous les membres du comité au moins quarante-huit heures avant la date de la réunion.

Les convocations peuvent être adressées par voie électronique. Dans ce cas, des garanties techniques doivent assurer l'origine et l'intégrité des convocations signées par l'autorité compétente et leur réception par les agents concernés.

II. - Déroulement des réunions

Article 7

Après avoir vérifié que le quorum est réuni, le président du comité ouvre la réunion en rappelant les points inscrits à l'ordre du jour.

Article 8

Si les conditions de quorum exigées par le second alinéa de l'article 46 du décret du 15 février 2011 ne sont pas remplies, une nouvelle réunion du comité doit intervenir dans le délai maximum de quinze jours suivant celle au cours de laquelle le quorum n'a pas été atteint. Dans ce cas, la nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres du comité.

Article 9

Le président est chargé de veiller à l'application des dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les délibérations du comité ainsi qu'à l'application du présent règlement intérieur. D'une façon plus générale, il dirige les débats et fait procéder au vote tout en assurant le bon déroulement des réunions.

Article 10

Le secrétariat permanent du comité est assuré par l'administration.

Article 11

Un représentant du personnel est désigné par le comité en son sein pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint.

Ce secrétaire-adjoint est un représentant du personnel ayant voix délibérative.

La désignation du secrétaire-adjoint s'effectue :

- soit à la suite de chaque renouvellement du comité et pour toute la durée du mandat de celui-ci,
- soit, par désignation au début de chaque séance du comité et pour la seule durée de cette séance.

(à déterminer par chaque comité technique).

Article 12

Les experts convoqués par le président du comité en application du troisième alinéa de l'article 45 du décret du 15 février 2011 et de l'article 4 du présent règlement intérieur n'ont pas voix délibérative. En outre, ils ne peuvent assister qu'à la partie des débats relatifs aux questions pour lesquelles ils ont été convoqués, à l'exclusion du vote.

Article 13

Les représentants suppléants du personnel qui n'ont pas été convoqués pour remplacer un représentant titulaire défaillant peuvent assister aux réunions du comité, mais sans pouvoir prendre part aux débats et aux votes. Ces représentants suppléants sont informés par le président du comité de la tenue de chaque réunion. Le président du comité en informe également, le cas échéant, leur chef de service.

L'information des représentants suppléants prévue à l'alinéa précédent comporte l'indication de la date, de l'heure, du lieu et de l'ordre du jour de la réunion, ainsi que la transmission de tous les documents communiqués aux membres du comité convoqués pour siéger avec voix délibérative.

L'information et la transmission des documents peuvent s'effectuer par voie électronique avec des garanties techniques assurant leur origine, leur intégrité ainsi que leur réception par les agents concernés.

Article 14

Lorsque l'ordre du jour du comité comporte l'examen des problèmes d'hygiène et de sécurité et de conditions de travail, le médecin de prévention, l'assistant de prévention et, le cas échéant, le conseiller de prévention qui ont été convoqués par le président du comité en application du quatrième alinéa de l'article 39 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé et de l'article 5 du présent règlement intérieur participent aux débats, mais ne prennent pas part aux votes.

Nota : Il résulte du 9° de l'article 34 du décret du 15 février 2011 susvisé que le présent article 14 s'applique lorsqu'aucun comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail n'est placé auprès du comité technique. Cet article s'applique également lorsque le comité technique examine des questions dont il saisi par le comité d'hygiène sécurité et conditions de travail placé auprès de lui.

Article 15

Les documents utiles à l'information du comité autres que ceux transmis avec la convocation peuvent être lus ou distribués pendant la réunion à la demande d'au moins un des membres du comité ayant voix délibérative avec l'accord du président.

Article 16

Seuls les représentants du personnel titulaires participent au vote. Les représentants du personnel suppléants n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

Sur tout point à l'ordre du jour, tout représentant du personnel présent ayant voix délibérative peut demander qu'il soit procédé à un vote sur des propositions formulées par le président ou des propositions émanant d'un ou de plusieurs représentants du personnel ayant voix délibérative.

La question ou le projet de texte soumis au vote est celle ou celui figurant à l'ordre du jour, éventuellement modifié suite aux propositions faites par le comité et acceptées par le président.

En toute matière, il ne peut être procédé à un vote avant que chaque membre présent ayant voix délibérative ait été invité à prendre la parole.

S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée. Aucun vote par procuration n'est admis.

Article 17

L'avis du comité est favorable ou défavorable lorsque la majorité des membres présents s'est prononcée en ce sens. Les abstentions sont admises. A défaut de majorité, l'avis est réputé avoir été donné ou la proposition formulée.

L'abstention ne peut être décomptée ni comme un vote favorable ni comme un vote défavorable.

Il en va de même si un représentant du personnel ayant voix délibérative choisit, sans que le décret du 15 février 2011 ouvre cette possibilité, de ne pas participer au vote.

Article 18

En cas de vote unanime défavorable des représentants du personnel présents ayant voix délibérative sur un projet de texte, ce projet fait l'objet d'un réexamen et une nouvelle délibération est organisée dans un délai qui ne peut être inférieur à huit jours et excéder trente jours.

La nouvelle convocation doit être adressée dans le délai de huit jours à compter de la première délibération. Avec cette convocation est adressé le texte soumis au vote lors de la première délibération. Durant le délai de réflexion compris entre la première et la seconde délibération, l'administration fait connaître les modifications éventuelles proposées au projet de texte aux représentants du personnel 48h au moins avant la réunion au cours de laquelle aura lieu la seconde délibération. Toutefois, des modifications éventuelles peuvent également être présentées en séance.

Article 19

Le président peut décider une suspension de séance. Il prononce la clôture de la réunion après épuisement de l'ordre du jour.

Article 20

Le secrétaire du comité, assisté par le secrétaire adjoint, établit le procès-verbal de la réunion.

Pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, ce document comprend le compte-rendu des débats et la répartition du vote des représentants du personnel, à l'exclusion de toute indication nominative. De même le résultat et la répartition des votes concernant toute proposition formulée par le président et les représentants du personnel doivent figurer dans le procès-verbal.

Le procès-verbal de la réunion, signé par le président et contresigné par le secrétaire ainsi que par le secrétaire adjoint, est transmis, dans un délai d'un mois, à chacun des membres titulaires et suppléants du comité.

L'approbation du procès-verbal de la réunion constitue le premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

Il est tenu un répertoire des procès-verbaux des réunions.

Article 21

Dans un délai de deux mois après chaque réunion, le secrétariat du comité, agissant sur instruction du président, adresse, par écrit, aux membres du comité le relevé des suites données aux délibérations de celui-ci.

Lors de chacune de ses réunions, le comité procède à l'examen des suites qui ont été données aux questions qu'il a traitées et aux avis qu'il a émis lors de ses précédentes réunions.

Article 22

Seules les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au comité technique peuvent participer aux groupes de travail convoqués par l'administration et portant sur les sujets relevant de la compétence du comité technique.

L'organisation syndicale désigne librement son ou ses représentants à ces groupes de travail. De même, lorsque le siège est détenu par des organisations syndicales ayant déposé une liste commune, le ou les représentants sont désignés librement par ces organisations.